



CAHIER SPECIAL DES CHARGES

Marché public de services relatif à “**Accord-cadre de services de dédouanement et prestations logistiques associées en République Démocratique du Congo**”

Numéro de référence : **COD2299611SH6-10165**

Pays : **République démocratique du Congo**

Procédure ouverte

Date limite pour demander des clarifications : Jusqu'au **dixième jour** avant la date limite de soumission des offres

Date limite de soumission des offres : **3 août 2026 à 10h00 (heure belge), soit 09h00 heure de Kinshasa (UTC+2 (heure de Bruxelles))**

Table des matières

1 Généralités	5
1. Le pouvoir adjudicateur	5
2. Règles régissant ce marché public.....	5
3. Droit applicable et tribunaux compétents	6
2 Objet et portée du marché public	7
1. Nature du marché	7
2. Lots	7
3. Postes	8
4. Durée du marché public	8
5. Variantes.....	8
6. Options	8
7. Quantités	9
3 Procédure	10
Section (A) - Instructions générales de la procédure	10
1. Mode de passation	10
2. Publication	11
3. Informations complémentaires	11
Section (B) - Instructions pour la préparation des offres	12
4. Durée de validité de l'offre	12
5. Données à mentionner dans l'offre.....	12
6. Devise de l'offre	14
7. Détermination des prix.....	14
8. Éléments inclus dans le prix	14
Section (C) - Introduction des offres.....	14
9. Introduction des offres par voie électronique	14
10. Signature électronique des offres	15
11. Introduction des offres sur papier.....	15
12. Signature des offres sur papier	16
13. Date limite d'introduction et ouverture des offres.....	17
Section (D) - Sélection, Attribution & Conclusion	17
14. Document unique de marché européen (DUME).....	17
15. Motifs d'exclusion	18
16. Sélection qualitative	19
18. Critères d'attribution	20
19. Attribution du marché public.....	24
20. Conclusion du contrat.....	24
4 Conditions contractuelles particulières	26
Section (A) - General	26
3. Utilisation des moyens électroniques (art. 10)	26

4.	Fonctionnaire dirigeant (art. 11)	26
5.	Confidentialité (art. 18)	26
6.	Protection des données personnelles	27
7.	Droits intellectuels (art. 19 à 23).....	27
	Section (B) - Financial guarantees	28
8.	Cautionnement (art. 25 à 33).....	28
	Section (C) - Documents du marché	28
9.	conformité de l'exécution (art. 34)	28
	Section (D) - Modifications au marché public.....	28
10.	Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3, °1).....	28
11.	Révision des prix (art. 38/7)	29
12.	Indemnités suite aux suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12) 30	
13.	Circonstances imprévisibles.....	30
14.	Impositions ayant une incidence sur le montant du marché (art. 38/8)	31
15.	Conditions d'introduction (art. 38/14 à 38/17)	31
	Section (F) - Modalités d'exécution	31
16.	Commandes partielles (art. 146).....	31
17.	Délais et clauses (art. 147).....	31
18.	Lieu d'exécution (art. 149).....	32
19.	Vérification des services (art. 150).....	32
20.	Responsabilité du prestataire de services (art. 152-153)	33
	Section (G) - Moyens d'action	33
21.	Défaut d'exécution (art. 44).....	33
22.	Amendes pour retard (art. 46 et 154).....	33
23.	Mesures d'office (art. 47 et 155).....	34
	Section (H) - Fin du marché public	34
24.	Réception des services exécutés (art. 64 et 156).....	34
25.	Facturation et paiement (art. 66-72 et 160).....	34
26.	Avances.....	35
5	Termes de référence	37
1.	Contexte et justification	37
2.	Objectifs du marché et résultats attendus	37
3.	Moyens techniques et matériels	38
4.	Approche méthodologique.....	38
5.	Calendrier de travail prévisionnel	38
6.	Supervision de la mission.....	38
7.	Documents/ressources fournis par Enabel	38
8.	Livrables	38
6	Dossier de sélection	39
	Aptitude à exercer l'activité professionnelle	39
1.	Inscription officielle	39

Capacité économique et financière	39
2. Chiffre d'affaires minimal	39
3. Solvabilité financière	39
Capacités techniques et professionnelles	40
4. Techniciens ou organismes techniques	40
5. Titres d'études et professionnels	40
6. Références pertinentes	41
7. Systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement	41
8. Sous-traitance.....	41
7 Récapitulatif des documents à remettre	42
8 Formulaires	43
1. Fiche d'identification	43
2. Liste des sous-traitants	47
3. Formulaire d'offre - Prix	48
4. Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion	52
9 Modèle du DUME	54
1. Modèle du DUME	54

1 GENERALITES

1. LE POUVOIR ADJUDICATEUR

- 1.1. Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles), dénommée ' Enabel ' suite à l'entrée en vigueur de la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement de Enabel, Agence belge de Développement.
- 1.2. Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.
- 1.3. Pour ce marché public Enabel, en République démocratique du Congo, est représenté par

Nom	Fonction
Inge JANSSENS	Coordinatrice - Conseillère juridique Marchés publics
Fabien Locht	Country Portfolio Manager RDC/RCA

- 1.4. **Attention : même si Enabel, en tant que pouvoir adjudicateur, est basée en Belgique, Enabel possède différents “établissements stables” dans les pays partenaires, qui sont des “clients” au sens de la législation fiscale.¹ Par conséquent, les services de ce contrat sont réputés être situés en République démocratique du Congo et la législation fiscale applicable est celle de la République démocratique Du Congo. Pour plus d'informations sur ce régime fiscal, vous pouvez contacter Inès Garcia Alonso, Expert Contractualisation & Administration (la clause 3 du chapitre 3 Procédure).**

2. REGLES REGISSANT CE MARCHE PUBLIC

- 2.1. Ce marché public est régi, entre autres, par les dispositions suivantes :
 - (a) La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
 - (b) L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
 - (c) L'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
 - (d) La loi du 17 juin 2013 relative a la motivation, a l'information et aux voies de recours en matiere de marches publics, de certains marches de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;
 - (e) Les Circulaires du Premier ministre en matière de marchés publics ;
 - (f) La Politique d'Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;

¹ Article 13 bis du règlement d'exécution (UE) n° 1042/2013 du Conseil : Le lieu d'établissement d'une personne morale non assujettie, visé à l'article 56, paragraphe 2, premier alinéa, et aux articles 58 et 59 de la directive 2006/112/CE, est : l'endroit où les fonctions de l'administration centrale de ladite personne sont exercées ; ou l'endroit où se situe tout autre établissement caractérisé par un degré suffisant de permanence et une structure appropriée en termes de moyens humains et techniques lui permettant de recevoir et d'utiliser les services qui sont fournis pour les besoins propres de cet établissement (= établissement stable).

- (g) La Politique d'Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019.

Toutes les réglementations belges relatives aux marchés publics peuvent être consultées sur le site <https://bosa.belgium.be/fr/themes/marches-publics> ;

Le code de conduite d'Enabel et les politiques mentionnées ci-dessus peuvent être consultés sur le site web d'Enabel à l'adresse <https://www.enabel.be/who-we-are/integrity/>.

- 2.2. Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur <https://bosa.belgium.be/fr/themes/marches-publics> ;

Le code éthique et les politiques d'Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web d'Enabel via <https://www.enabel.be/fr/qui-sommes-nous/integrite/>.

3. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

- 3.1. Ce marché public doit être exécuté et interprété conformément au droit belge. En cas de conflit concernant l'interprétation, l'application ou l'exécution de ce cahier spécial des charges, les parties tenteront d'abord toutes les possibilités de conciliation. Sauf en cas d'urgence, les parties éviteront tout recours judiciaire sans notification préalable.
- 3.2. En cas de litige, la correspondance doit (également) être envoyée à l'adresse suivante :
- Enabel S.A.
Global Procurement Services
A l'attention de Mme. Laura Jacobs
Rue Haute 147
1000 Bruxelles
Belgique
- 3.3. Tout litige concernant ce marché public relève de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles. Le français ou le néerlandais sont les langues de procédure.

2 OBJET ET PORTEE DU MARCHE PUBLIC

1. NATURE DU MARCHE

- 1.1. Le présent marché public est un marché de services portant sur la conclusion d'un accord-cadre relatif à des prestations de dédouanement des biens destinés à Enabel en République Démocratique du Congo.

Les prestations comprennent notamment :

- la gestion des formalités douanières à l'importation ;
- le suivi des dossiers d'exonération ;
- la réalisation des opérations de transit et de manutention ;
- ainsi que les prestations accessoires directement liées au dédouanement, telles que le stockage temporaire, le reporting et, le cas échéant, certains transports locaux spécifiques limités à des axes prédéfinis.

Le marché a pour finalité d'assurer un traitement des opérations de dédouanement **efficace, conforme et sécurisé**, dans le respect de la réglementation applicable en République Démocratique du Congo et en tenant compte des contraintes opérationnelles propres au contexte local.

- 1.2. Les services requis dans ce marché public relèvent du code(s) CPV :

(a) 63700000-6 – Services d'appui dans le domaine des transports.

- 1.3. Valeur estimée de l'accord-cadre

Sans préjudice des clauses de réexamen prévues par le présent accord-cadre (en ce compris le jeu des quantités estimées), le montant total du présent accord-cadre est estimé, sous toutes réserves, à un maximum de 400.000 EUR HTVA.

Ce montant maximum ne constitue pas un engagement de commande.

2. LOTS

- 2.1. Ce marché public n'est pas divisé en lots.

- 2.2. Les principales raisons de ne pas diviser ce marché public en lots sont les suivantes :

Conformément à l'article 58 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur a examiné l'opportunité de diviser le présent marché en lots. Après analyse, il a été décidé de ne pas procéder à une division en lots, pour les raisons suivantes :

- Les prestations faisant l'objet du marché présentent un caractère fortement intégré et interdépendant. Les activités de dédouanement, de transit, de manutention, de stockage temporaire ainsi que certaines opérations logistiques associées s'inscrivent dans une chaîne opérationnelle unique, nécessitant une coordination continue et cohérente ;

- La bonne exécution du marché repose sur la responsabilité unique d'un opérateur capable d'assurer la gestion globale des opérations, depuis l'arrivée des marchandises jusqu'à leur mise à disposition finale, dans le respect des exigences réglementaires et des contraintes opérationnelles locales ;

- Une division en lots entraînerait un risque accru de fragmentation des responsabilités, de difficultés de coordination entre intervenants, ainsi que des retards dans le traitement des opérations, susceptibles de compromettre l'efficacité et la sécurité des prestations ;

- Compte tenu du contexte spécifique d'exécution en République Démocratique du Congo, caractérisé par des contraintes logistiques et administratives importantes, le recours à un opérateur unique permet d'assurer une meilleure maîtrise des risques, notamment en matière de délais, de conformité douanière et de continuité de service ;

- Enfin, la nature et le niveau de spécialisation requis pour les prestations attendues supposent une capacité opérationnelle globale, généralement détenue par des opérateurs structurés pouvant couvrir l'ensemble des besoins.

Sur cette base, le pouvoir adjudicateur considère que la division en lots n'est pas appropriée en l'espèce, dans la mesure où elle serait de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

3. POSTES

- 3.1. Ce marché public consiste en les articles énumérés à la clause 3 du chapitre 8 Formulaires - Formulaire d'offre - Prix.
- 3.2. Ces articles sont regroupés pour former un seul contrat. Les offres partielles pour des articles individuels ne sont pas autorisées ; le soumissionnaire doit soumettre une offre pour tous les articles du contrat.

4. DUREE DU MARCHE PUBLIC

- 4.1. Ce marché public prend cours **lors de la notification de l'attribution** et est conclu pour une durée de **48 (quarante-huit) mois**.
- 4.2. Ce marché public **NE PEUT PAS** être reconduit.
- 4.3. Sans préjudice des éventuelles mesures d'office, le contrat est résiliable chaque année par le pouvoir adjudicateur, moyennant un préavis de 90 jours de calendrier avant la date anniversaire du contrat, à signifier par lettre recommandée. La résiliation du contrat dans les conditions mentionnées ci-dessus n'entraîne aucun droit à indemnités.

5. VARIANTES

- 5.1. Les variantes **ne sont PAS** permises. Chaque soumissionnaire peut soumettre une seule offre, et aucune variante ne sera acceptée.

6. OPTIONS

- 6.1. Le soumissionnaire **ne peut PAS** introduire d'options. Les options libres sont interdites. Toute option proposée sera rejetée.

7. QUANTITES

Les prestations attendues sont décrites dans les Termes de Référence du présent marché ainsi que dans le bordereau de prix. Elles couvrent l'ensemble des services de dédouanement et des prestations logistiques associées définis dans les documents du marché.

Le présent marché est conclu sous la forme d'un **accord-cadre multi-attributaires à bordereau de prix**. Les prix sont exprimés en **prix unitaires**, applicables aux quantités réellement exécutées.

L'exécution des prestations se fait au moyen de **bons de commande**, conformément aux dispositions du présent cahier spécial des charges.

Dans ce contexte :

- les prestations sont réalisées à la demande ;
- les volumes peuvent varier en fonction des besoins opérationnels ;
- aucune exclusivité n'est accordée aux titulaires de l'accord-cadre.

Il appartient au soumissionnaire de proposer :

- une organisation opérationnelle adaptée ;
- les moyens humains, techniques et logistiques nécessaires ;
- une méthodologie permettant d'assurer un traitement efficace, conforme et rapide des opérations.

Le soumissionnaire s'engage à être en mesure d'exécuter, sur demande, l'ensemble des prestations relevant du marché.

3 PROCEDURE

SECTION (A) - INSTRUCTIONS GENERALES DE LA PROCEDURE

1. MODE DE PASSATION

Le présent marché public est attribué par le biais d'une procédure ouverte, conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le présent marché prend la forme d'un **accord-cadre multi-attributaires sans remise en concurrence**.

Le recours à une remise en concurrence systématique dans le cadre des marchés subséquents a été analysé. Toutefois, compte tenu :

- du volume élevé des opérations de dédouanement ;
- des contraintes opérationnelles fortes en termes de délais d'exécution ;
- de la nécessité d'assurer une continuité de service sans interruption ;
- ainsi que des capacités limitées des services opérationnels à gérer un grand nombre de procédures subséquentes,

le pouvoir adjudicateur a décidé de **ne pas organiser de remise en concurrence entre les attributaires lors de la passation des commandes** car elle n'apporterait pas de plus-value économique ou opérationnelle suffisante au regard des contraintes du marché.

Le nombre maximum d'adjudicataires retenus dans le cadre du présent accord-cadre est fixé à 3..

Les prestations seront commandées par l'émission de **bons de commande**, selon un **mécanisme de cascade**, permettant d'assurer à la fois :

- la rapidité d'intervention ;
- la continuité opérationnelle ;
- et la sécurisation de l'exécution des prestations.

Dans ce cadre, les commandes sont attribuées selon un mécanisme de cascade, sur base du classement résultant de l'attribution de l'accord-cadre. Les titulaires de l'accord-cadre sont classés par ordre décroissant de leur score final obtenu à l'issue de l'évaluation des offres.

Les conditions d'exécution des prestations, y compris les prix unitaires, sont strictement celles fixées dans l'offre et le présent cahier spécial des charges. Aucune modification ni négociation n'est possible lors de la passation des bons de commande.

La demande de confirmation ne peut porter que sur la planification et la disponibilité, sans modifier l'objet, l'étendue ou les conditions essentielles du marché.

Pour chaque besoin, le pouvoir adjudicateur sollicite en priorité le titulaire classé en première position, via l'envoi d'une demande de confirmation précisant notamment la nature des prestations, les délais requis ainsi que le lieu d'exécution.

Le titulaire sollicité est tenu de confirmer sa capacité à exécuter la prestation dans les conditions demandées dans un délai maximum de :

- 24 heures en cas de demande qualifiée d'urgente par le pouvoir adjudicateur ;

- 48 heures pour les autres demandes.

Le pouvoir adjudicateur ne peut s'adresser au adjudicataire classé en position suivante que dans les cas limitatifs suivants :

- absence de réponse dans les délais impartis ;
- incapacité dûment justifiée d'exécuter la prestation dans les conditions demandées ;
- refus motivé fondé sur des raisons objectives indépendantes de la volonté du adjudicataire (notamment cas de force majeure ou surcharge exceptionnelle dûment démontrée).

Dans ces cas, le pouvoir adjudicateur s'adresse au adjudicataire classé immédiatement après, selon le même mécanisme, et ainsi de suite jusqu'à identification d'un adjudicataire en mesure d'exécuter la prestation.

Tout refus ou incapacité doit être dûment motivé et documenté. Les refus non justifiés ou répétés peuvent être considérés comme un manquement aux obligations contractuelles et donner lieu à l'application des mesures prévues au présent cahier spécial des charges.

Le recours au adjudicataire suivant intervient sans préjudice de l'évaluation du respect des obligations contractuelles dans le cadre du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Ce mécanisme garantit l'objectivité, la transparence, l'égalité de traitement des adjudicataires ainsi que la continuité opérationnelle et la rapidité d'intervention nécessaires à la bonne exécution des prestations.

La grille tarifaire, structurée et standardisée dans le bordereau de prix, garantit la comparabilité des offres dès l'attribution de l'accord-cadre. Dans ce contexte, une remise en concurrence lors de l'exécution n'apporterait pas de plus-value économique ou opérationnelle suffisante.

2. PUBLICATION

Le présent marché fait l'objet d'une publication

- 2.1. Les plateformes officielles suivantes :
 - (a) Le Bulletin des Adjudications Belges (<https://www.publicprocurement.be/bda>)
 - (b) TED (Tenders Electronic Daily) - Journal officiel de l'UE, dédié aux marchés publics européens
- 2.2. Les plateformes suivantes :
 - (a) Site web d'Enabel (www.enabel.be) ;
 - (b) Un avis sera également publié sur des canaux locaux tels que le site web de mediacongo.

3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

3.1. Gestionnaire du marché public

L'attribution de ce marché public est coordonnée par :

Inès Garcia Alonso

Expert Contractualisation & Administration

procurement.cod@enabel.be

Tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les (potentiels) soumissionnaires concernant ce marché public doivent passer exclusivement par ce contact. Toute autre forme de contact avec le pouvoir adjudicateur à propos de ce marché public est interdite, sauf disposition contraire prévue dans ce cahier spécial des charges.

3.2. Demande de clarifications

Les (potentiels) soumissionnaires ont jusqu'au **dixième jour** (inclus) avant la date limite pour l'introduction des offres pour poser des questions concernant ce cahier spécial des charges et le marché. Toutes les questions doivent être adressées par écrit au gestionnaire mentionné à la clause 3.1 (procurement.cod@enabel.be), et seront traitées dans l'ordre dans lequel elles ont été reçues.

Conformément à l'article 81 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, le soumissionnaire est tenu de signaler immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rend impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dix jours avant la date ultime de réception des offres.

Aucune information ne sera communiquée sur l'évolution de la procédure avant la notification de la décision d'attribution.

3.3. Publication des clarifications et/ou modifications du cahier spécial des charges

Un aperçu complet des questions et réponses, ainsi que des éventuelles modifications à ce cahier spécial des charges, sera disponible au septième jour avant la date limite pour l'introduction des offres, au plus tard.

Ces mises à jour seront publiées sur les mêmes plateformes que celles mentionnées à la clause 0.

Le soumissionnaire doit soumettre son offre après avoir lu et pris en compte toutes les corrections apportées au cahier spécial des charges qui sont publiées ou qui lui sont envoyées par courrier électronique. Pour ce faire, lorsque le soumissionnaire a téléchargé le cahier spécial des charges, il est fortement recommandé qu'il communique ses coordonnées au gestionnaire du marché public mentionné à la clause 3.1 et demande des informations sur toute modification ou information complémentaire.

SECTION (B) - INSTRUCTIONS POUR LA PREPARATION DES OFFRES

4. DUREE DE VALIDITE DE L'OFFRE

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de **90 (quatre-vingt-dix) jours calendrier**, à compter de la date limite de réception des offres.

5. DONNEES A MENTIONNER DANS L'OFFRE

- 5.1. L'attention des soumissionnaires est attirée sur les principes généraux édictés au titre 1 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et qui sont applicables à la présente procédure de passation.
- 5.2. L'offre et toutes les annexes à l'offre doivent être rédigés en :
 - (a) French.
- 5.3. Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.
- 5.4. Le soumissionnaire doit indiquer clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.
- 5.5. Le soumissionnaire est tenu d'utiliser les formulaires joints en annexe :

- (a) Fiche d'identification (voir la clause 1 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (b) Liste des sous-traitants (voir la clause 2 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (c) Formulaire d'offre - Prix (voir la clause 3 du chapitre 8 Formulaires)
- (d) Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion (voir la clause 4 du chapitre 8 Formulaires).

A défaut d'utiliser ces formulaires, le soumissionnaire supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et les formulaires.

- 5.6. **Le Document unique de marché européen (DUME)** est une déclaration sur l'honneur des opérateurs économiques servant de preuve a priori en lieu et place des certificats délivrés par des autorités publiques ou des tiers. Comme le dispose l'article 73 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il s'agit d'une déclaration officielle par laquelle l'opérateur économique affirme qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations qui doivent ou peuvent entraîner l'exclusion d'un opérateur, qu'il répond aux critères de sélection applicables.

Conformément à l'article 76, § 1, °2 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, **le non-respect de l'obligation de remettre un Document unique de marché européen (DUME) constitue une irrégularité substantielle entraînant la nullité de l'offre.**

- 5.7. Le soumissionnaire joint également à son offre :

- (a) Tous les documents demandés dans le cadre de la sélection qualitative (voir la clause 16 et 6 Dossier de sélection) et des critères d'attribution (voir la clause 18) ;
- (b) Le détail des prix proposés, en indiquant pour chaque poste les différents éléments inclus dans le prix et les taxes applicables ;
- (c) Les statuts ainsi que tout autre document utile prouvant le mandat du (des) signataire(s).

- 5.8. Lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques, l'offre doit contenir une copie des documents suivants pour chaque participant au groupement :

- (a) Fiche d'identification (voir la clause 1 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (b) Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion (voir la clause 4 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (c) le Document unique de marché européen (DUME) (voir la clause 14) ;
- (d) Les statuts ainsi que tout autre document utile prouvant le mandat du (des) signataire(s) ;
- (e) L'accord d'association signé par chaque participant, indiquant clairement le ou la représentant-e de l'association.

- 5.9. Les participants à un groupement d'opérateurs économiques doivent désigner celui d'entre eux qui représentera le groupement à l'égard du pouvoir adjudicateur. Cette mention est indiquée dans la partie II.B du Document unique de marché européen (DUME).

- 5.10. Conformément à l'article 73 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles (voir la clause 16 et 6 Dossier de sélection), il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet.

Lorsque le soumissionnaire fait appel à la capacité d'autres entités au sens de cette clause 5.10, le soumissionnaire, selon le cas, répond à la question reprise à la partie II, C, du Document unique de marché européen (DUME) visé à l'article 38 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques. Il mentionne également pour quelle part du marché public il fait appel à cette capacité et quelles autres entités il propose. **L'offre comporte également un Document unique de marché européen (DUME) séparé en ce qui concerne les entités au sens de cette clause 5.10.**

6. DEVISE DE L'OFFRE

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en **euro**.

7. DETERMINATION DES PRIX

- 7.1. Ce marché public est un marché à **bordereau de prix**, ce qui signifie que seul le prix unitaire est forfaitaire. Le prix à payer sera obtenu en appliquant les prix unitaires mentionnés et les quantités réellement exécutées.
- 7.2. En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

8. ÉLÉMENTS INCLUS DANS LE PRIX

- 8.1. Le soumissionnaire est censé avoir inclus dans ses prix unitaires tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services conformément à la législation fiscale en vigueur en République démocratique du Congo, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Le taux de TVA est indiqué séparément, si applicable. Comme indiqué à la clause 1 du chapitre 1 Généralités, **le régime fiscal local s'applique**.
- 8.2. Sont inclus dans les prix unitaires de ce marché public, tous les frais, mesures et charges quelconques inhérents à l'exécution du marché, notamment :
 - (a) La gestion administrative et le secrétariat ;
 - (b) La documentation relative aux services ;
 - (c) La livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution ;
 - (d) Le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;
 - (e) Les éléments repris ci-dessus sont inclus dans les prix unitaires, à l'exception des prestations faisant l'objet de postes distincts dans le bordereau de prix ainsi que des frais de débours, notamment les droits de douane, taxes et redevances payables aux autorités ou tiers. ;
 - (f) Aucun autre coût ne pourra être facturé en dehors des postes prévus au bordereau de prix, sauf accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.
 - (g) Les frais de réception.
- 8.3. Tous les coûts pertinents doivent être pris en compte dans les prix de ce marché public.

SECTION (C) - INTRODUCTION DES OFFRES

9. INTRODUCTION DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE

Cette clause 9 s'applique à tous les soumissionnaires européens et internationaux. Pour cette catégorie de soumissionnaires, il est interdit de présenter des offres sur papier, conformément aux dispositions de la clause 11.

- 9.1. Sans préjudice des variantes éventuelles, le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par marché.
- 9.2. Pour ce marché public, la soumission électronique d'une offre peut se faire via les applications internet du service fédéral [e-Procurement](#), qui garantit le respect des conditions prévues à l'article 14, § 7 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

La plateforme est gratuite et ouverte à tout prestataire intéressé par la participation à un marché public.
- 9.3. **Les offres doivent être introduites au plus tard le 3 août 2026 à 10h00 (heure belge), soit 09h00 heure de Kinshasa (UTC+2 (heure de Bruxelles)).**
- 9.4. Afin de créer votre compte, il suffit de suivre les 2 étapes suivantes :
 - (a) [S'enregistrer comme nouvel utilisateur](#) ;
 - (b) [Enregistrer votre entreprise](#).
- 9.5. Le format des documents doit être le format .pdf ou un format équivalent.
- 9.6. Veuillez consulter le lien suivant pour obtenir des [instructions relatives à la soumission des offres](#).
- 9.7. Par le seul fait de transmettre son offre par des moyens de communication électroniques, le soumissionnaire accepte que les données de son offre soient enregistrées par le dispositif de réception.
- 9.8. **Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'envoi d'une offre par courrier électronique ne répond pas aux conditions de l'article 14, § 6 et 7 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. Les offres envoyées par courrier électronique seront rejetées.**
- 9.9. Si besoin est, vous pouvez contacter le helpdesk e-Procurement au numéro +32 (0)2 740 80 00 ou via [le formulaire de contact](#).

10. SIGNATURE ELECTRONIQUE DES OFFRES

- 10.1. Le soumissionnaire ne doit pas signer individuellement l'offre, ses annexes et le Document unique de marché européen (DUME) au moment où ces dernières sont chargées sur la plateforme électronique.

Ces documents sont signés de manière globale par l'apposition d'une signature électronique qualifiée sur le rapport de dépôt y afférent.
- 10.2. Les signatures sont émises par la ou les personne(s) compétente(s) ou mandatée(s) à engager le soumissionnaire. Cette disposition s'applique à chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques (consortium). Ces participants sont solidairement responsables.
- 10.3. Lorsque le rapport de dépôt est signé par un mandataire, celui-ci mentionne clairement son (ses) mandant(s). Le mandataire joint l'acte électronique authentique ou sous seing privé qui lui accorde ses pouvoirs ou une copie scannée de la procuration.

11. INTRODUCTION DES OFFRES SUR PAPIER

Cette clause 11 s'applique à tous les soumissionnaires locaux, nationaux ou régionaux dans des contextes fragiles similaires. Pour cette catégorie de soumissionnaires, il n'est pas obligatoire de soumettre les offres par voie électronique, conformément aux dispositions de la clause 9.

- 11.1. Sans préjudice des variantes éventuelles, le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par marché.

- 11.2. *Considérant l'article 14, § 2, °1 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il ne serait pas approprié d'imposer l'obligation d'utiliser les moyens de communication électroniques visés à l'article 14, § 7, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.*

De par sa nature même, ce marché public est tel que les opérateurs économiques nationaux ou régionaux ne bénéficient pas d'un accès égal aux exigences liées à l'utilisation de la plateforme fédérale belge " e-Procurement ". Les caractéristiques techniques peuvent donc être discriminatoires et restreindre l'accès des opérateurs économiques à la procédure de passation de marché, notamment en ce qui concerne la vitesse et la qualité de la connexion internet, ainsi que la qualité du réseau de transport d'électricité.

De plus, les modalités spécifiques proposées par cette plateforme en matière de signature électronique ne sont pas encore compatibles avec les technologies de l'information et de la communication couramment utilisées.

- 11.3. Le soumissionnaire introduit son offre de la manière suivante :

Un exemplaire original de l'offre complète sera introduit sur papier.

Le soumissionnaire joindra à l'offre les copies demandées dans ce cahier spécial des charges. Ces copies peuvent être introduites sous forme de un ou plusieurs fichiers au format .PDF sur Clé Usb.

Elle est introduite sous pli définitivement scellé, portant la mention :

Offre : **COD2299611SH6-10165 - Accord-cadre de services de dédouanement et prestations logistiques associées en République Démocratique du Congo**
À l'attention de : **Inès Garcia Alonso, Expert Contractualisation & Administration.**

- 11.4. **L'offre doit être introduit avant le 3 août 2026, à 10h00 (heure belge), soit 09h00 heure de Kinshasa (UTC+2 (heure de Bruxelles))**, de l'une des manières suivantes :

- (a) Par la poste (envoi normal ou recommandé) Dans ce cas, le pli scellé est glissé dans une seconde enveloppe fermée adressée à :

**Enabel – Agence belge de développement Villa 125, Boulevard du 30 Juin
Commune de la Gombe Kinshasa République démocratique du Congo**

- (b) Par remise contre accusé de réception : Le service est accessible, tous les jours ouvrables, pendant les heures de bureau : de 9h. à 12h. et de 13 h. à 17 h. - voir adresse mentionné à cette clause 11.4 (a).

- 11.5. **Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'envoi d'une offre par courrier électronique ne répond pas aux conditions de cette clause 11. Les offres envoyées par courrier électronique seront rejetées.**

12. SIGNATURE DES OFFRES SUR PAPIER

- 12.1. **L'offre et tous les documents qui l'accompagnent doivent être numérotés et signés (signature manuscrite originale) par le soumissionnaire ou son représentant.** Il en va de même pour toute modification, suppression ou annotation apportée à ce document. Le représentant doit clairement indiquer qu'il est habilité à engager le soumissionnaire.

- 12.2. Les signatures sont émises par la ou les personne(s) compétente(s) ou mandatée(s) à engager le soumissionnaire. Cette disposition s'applique à chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques (consortium). Ces participants sont solidairement responsables.

- 12.3. Lorsque le rapport de dépôt est signé par un mandataire, celui-ci mentionne clairement son (ses) mandant(s). Le mandataire joint l'acte électronique authentique ou sous seing privé qui lui accorde ses pouvoirs ou une copie scannée de la procuration.

13. DATE LIMITE D'INTRODUCTION ET OUVERTURE DES OFFRES

- 13.1. Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant le **3 août 2026 à 10h00 (heure belge), soit 09h00 heure de Kinshasa (UTC+2 (heure de Bruxelles))**.
- 13.2. Les offres introduites par voie électronique sont ouvertes à huis clos via la plateforme e-Procurement. La séance d'ouverture des offres sur papier aura lieu à huis clos à l'adresse indiquée à la clause 11 pour le dépôt des offres.

SECTION (D) - SELECTION, ATTRIBUTION & CONCLUSION

14. DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)

- 14.1. Par le dépôt de son offre accompagnée du Document unique de marché européen (DUME) complété, le soumissionnaire déclare officiellement sur l'honneur :
 - (a) qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion obligatoires ou facultatifs, qui doit ou peut entraîner son exclusion ;
 - (b) qu'il répond aux critères de sélection qui ont été établis par le pouvoir adjudicateur dans le présent marché.
- 14.2. Le Document unique de marché européen (DUME) est une déclaration sur l'honneur des opérateurs économiques servant de preuve a priori en lieu et place des certificats délivrés par des autorités publiques ou des tiers. Comme le dispose l'article 73 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il s'agit d'une déclaration officielle par laquelle l'opérateur économique affirme qu'il ne se trouve pas dans l'une des situations qui doivent ou peuvent entraîner l'exclusion d'un opérateur ; qu'il répond aux critères de sélection applicables.
- 14.3. Pour les offres soumises par voie électronique conformément à la clause 9, le soumissionnaire génère le Document unique de marché européen (DUME) via <https://dume.publicprocurement.be/> et le joint ensuite à l'offre. Pour les offres soumises sur papier conformément à la clause 11, le soumissionnaire peut soit remplir le Document unique de marché européen (DUME) joint à ce cahier spécial des charges (voir la clause 1 du chapitre 9 Modèle du DUME), soit générer son propre document via le site web : <https://dume.publicprocurement.be/>. Il le joint ensuite à l'offre.
- 14.4. Un manuel service DUME, incluant les lignes directrices pour les entreprises, est disponible à l'adresse https://bosa.belgium.be/sites/default/files/documents/DUME_man_esp_d_entreprise_fr_200.pdf suivante :
- 14.5. Le Document unique de marché européen (DUME) peut également être rempli directement via votre soumission dans e-Procurement (intégré dans l'espace de soumission) : https://bosa.service-now.com/csp?id=kb_article_view&sys_kb_id=ebd4037787493ad0db5e43f80cbb35fc
- 14.6. Lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques, l'offre doit **contenir un Document unique de marché européen (DUME) pour chaque participant au groupement**. Les participants à un groupement d'opérateurs économiques doivent désigner celui d'entre eux qui représentera le groupement à l'égard du pouvoir adjudicateur. Cette mention est indiquée dans la partie II.B du Document unique de marché européen (DUME).
- 14.7. Lorsque le candidat ou le soumissionnaire fait appel à la capacité d'autres entités (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles (voir la clause 16 et 6 Dossier de sélection), au sens de l'article 73 § 1 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, le candidat ou le soumissionnaire, selon le cas, répond à la question reprise à la partie II, C, du Document unique de marché européen (DUME) visé à l'article 38 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques. Il

mentionne également pour quelle part du marché il fait appel à cette capacité et quelles autres entités il propose. L'offre **comporte également un Document unique de marché européen (DUME) séparé en ce qui concerne les entités au sens de cette clause 14.7.**

- 14.8. Pour soumettre un Document unique de marché européen (DUME) intégré pour plusieurs entreprises, voir : https://bosa.service-now.com/csp?id=kb_article_view&sys_kb_id=bb29434c8791fed0db5e43f80cbb3514
- 14.9. Conformément à l'article 38 § 2 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, pour ce qui concerne **la partie IV du Document unique de marché européen (DUME) relative aux critères de sélection**, le pouvoir adjudicateur a décidé de limiter les informations à compléter à la seule question de savoir si l'opérateur économique remplit les critères de sélection requis, conformément à la section **"Indication globale pour tous les critères de sélection"**. Cette seule section doit alors être complétée.

15. MOTIFS D'EXCLUSION

- 15.1. Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés dans le Document unique de marché européen (DUME).
- 15.2. Les motifs d'exclusion sont applicables à tous les participants qui, en tant que groupement d'opérateurs économiques, déposent ensemble une offre, et aux tiers (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) à la capacité desquels il est fait appel en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles (voir la clause 16 et 6 Dossier de sélection), conformément à l'article 73, § 1 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.
- 15.3. Le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire, si nécessaire, à tout moment de la procédure, de fournir tout ou partie des documents justificatifs, si cela est nécessaire pour assurer le bon déroulement de la procédure. À cette fin, il demandera au soumissionnaire concerné par les moyens les plus rapides et endéans le délai qu'il détermine de fournir les renseignements ou documents permettant de vérifier sa situation personnelle. Le soumissionnaire n'est pas tenu de présenter des documents justificatifs ou d'autres pièces justificatives lorsque et dans la mesure où le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre.
- 15.4. Le soumissionnaire peut joindre ces documents directement à son offre. Si le soumissionnaire ne transmet pas le ou les documents demandés dans le délai fixé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exclure le soumissionnaire.
- 15.5. Il est vivement conseillé aux soumissionnaires de ne pas attendre la demande du pouvoir adjudicateur et de demander le plus rapidement possible auprès des autorités compétentes du pays dans lequel ils sont établis, les documents qu'ils n'auraient pas joints à leur offre. En effet, les délais pour l'obtention de certains documents peuvent être longs.
- 15.6. Le pouvoir adjudicateur demandera lui-même les renseignements ou documents qu'il peut obtenir gratuitement par des moyens électroniques auprès des services qui en sont les gestionnaires. C'est le cas pour les soumissionnaires belges (via la plateforme Telemarc), sauf pour l'extrait de casier judiciaire qui doit être demandé par le soumissionnaire lui-même.
- 15.7. À l'exception des motifs d'exclusion relatifs aux dettes fiscales et sociales, le soumissionnaire qui se trouve dans l'une des situations d'exclusion obligatoires ou facultatives peut prouver d'initiative qu'il a versé ou entrepris de verser une indemnité en réparation de tout préjudice causé par l'infraction pénale ou la faute, clarifié totalement les faits et circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et pris des mesures concrètes de nature technique et organisationnelle et en matière de personnel propres à prévenir une nouvelle infraction pénale ou une nouvelle faute.

- 15.8. **Conflits d'intérêts – Tourniquet (Article 51 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques)**
Sans préjudice des articles 6 et 69, alinéa 1er, 5°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, un conflit d'intérêts inclut également toute situation de " tourniquet ". Cela se produit lorsqu'une personne physique ayant précédemment travaillé pour un pouvoir adjudicateur — que ce soit comme collaborateur interne, dans un lien hiérarchique, en tant que fonctionnaire, officier public ou sous toute autre capacité liée au pouvoir adjudicateur — intervient ultérieurement dans le cadre d'un marché public attribué par ce même pouvoir adjudicateur. Un conflit d'intérêts survient lorsqu'il existe un lien entre les activités précédemment effectuées par la personne pour le pouvoir adjudicateur et les activités réalisées dans le cadre du marché attribué.

16. SELECTION QUALITATIVE

- 16.1. Au moyen des documents demandés dans le 'Dossier de sélection' (6 Dossier de sélection), le soumissionnaire est tenu de démontrer qu'il est suffisamment capable de mener à bien le présent marché public.
- 16.2. Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris à la clause 18, dans la mesure où ces offres sont régulières.
- 16.3. Pour remplir les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelle, le soumissionnaire peut avoir recours à la capacité de :
- (a) tous les participants qui, en tant que groupement d'opérateurs économiques, déposent ensemble une offre ;
 - (b) des autres entités (notamment des sous-traitant-es ou des filiales indépendantes) quelle que soit la nature juridique du lien qui l'unit à ces entités, conformément à l'article 73 § 1 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.
- 16.4. Pour tous ces participants ou entités, le pouvoir adjudicateur doit vérifier l'absence de motifs d'exclusion. L'offre **comporte également un Document unique de marché européen (DUME) séparé pour chacun de ces participants ou entités.**
17. Conformément à l'article 73 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet. Modalités d'examen des offres et régularité des offres
- 17.1. Avant de procéder à l'évaluation et à la comparaison des offres, le pouvoir adjudicateur examine leur régularité.
- Les offres doivent être établies de manière telle que le pouvoir adjudicateur puisse faire son choix sans entrer en négociation avec le soumissionnaire. Pour cette raison, et afin de pouvoir juger les offres sur pied d'égalité, il est fondamental que les offres soient entièrement conformes aux dispositions de ce cahier spécial des charges, tant au plan formel que matériel.
- Les offres substantiellement irrégulières sont exclues.
- 17.2. Constitue une irrégularité substantielle celle qui est de nature à donner un avantage discriminatoire au soumissionnaire, à entraîner une distorsion de concurrence, à empêcher l'évaluation de l'offre du soumissionnaire ou la comparaison de celle-ci aux autres offres, ou à rendre inexistant, incomplet ou incertain l'engagement du soumissionnaire à exécuter le marché dans les conditions prévues.
- Sont réputées substantielles notamment les irrégularités suivantes :

- (a) le non-respect du droit environnemental, social ou du travail, pour autant que ce non-respect soit sanctionné pénalement
- (b) le non-respect des exigences visées aux articles 38, 42, 43, § 1, 44, 48, § 2, clause 1, 54, § 2, 55, 83 et 92 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et par l'article 14 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, pour autant qu'ils contiennent des obligations à l'égard des soumissionnaires
- (c) le non-respect des exigences minimales et des exigences qui sont indiquées comme substantielles dans les documents du marché
- (d) les offres sur papier offres qui ne comportent pas de signature manuscrite originale sur le formulaire d'offre

17.3. Le pouvoir adjudicateur déclare également nulle l'offre qui est affectée de plusieurs irrégularités non substantielles qui, du fait de leur cumul ou de leur combinaison, sont de nature à avoir les mêmes effets que décrits ci-dessus (conformément à l'article 76 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques).

18. CRITERES D'ATTRIBUTION

18.1. Echelle de notation

Les critères d'attribution qualitatifs sont évalués sur base d'une échelle de notation commune, permettant d'apprécier le degré de qualité des réponses fournies par les soumissionnaires au regard des exigences du présent cahier spécial des charges. Chaque critère est noté en pourcentage selon les niveaux définis ci-dessous :

Excellent (90–100 %)

Réponse complète, parfaitement adaptée et démontrant une maîtrise approfondie des exigences. Aucun point faible significatif.

Très satisfaisant (75–89 %)

Réponse très solide, pertinente et bien structurée. Quelques améliorations mineures possibles.

Satisfaisant (60–74 %)

Réponse globalement correcte mais comportant plusieurs lacunes ou manques de précision.

Insuffisant (40–59 %)

Réponse partielle, incohérente ou insuffisamment développée. Difficultés à démontrer la capacité à répondre au besoin.

Très insuffisant (0–39 %)

Réponse inadéquate, très incomplète ou hors sujet. Incapacité manifeste à satisfaire les exigences.

18.2. Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre régulière qu'il juge économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères suivants :

Critère d'attribution	Pondération du critère (%)	Évaluation ou formule du critère
-----------------------	-----------------------------	----------------------------------

Prix	50	<p>Le critère prix est évalué sur la base du montant total de l'offre calculé à partir d'un scénario fictif de consommation.</p> <p>La simulation est réalisée sur base d'un ensemble de quantités estimées, représentatives des besoins du pouvoir adjudicateur, appliquées aux prix unitaires, forfaits et pourcentages proposés par les soumissionnaires dans le bordereau de prix.</p> <p>Le montant total ainsi obtenu est utilisé exclusivement à des fins comparatives pour l'évaluation des offres.</p> <p>Les quantités fictives n'engagent en rien le pouvoir adjudicateur et ne constituent pas un engagement quant aux quantités réellement commandées dans le cadre de l'accord-cadre.</p> <p>Les postes repris sous la rubrique « Débours (hors bordereau) » ne sont pas pris en compte dans l'évaluation du critère prix.</p> <p>Le scénario fictif est défini comme suit :</p> <p>A. Dédouanement (honoraires)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dédouanement import maritime – conteneur 20' : 20 conteneurs - Dédouanement import maritime – conteneur 40' : 10 conteneurs - Dédouanement import maritime – envoi groupé (LCL) : 150 m³ - Dédouanement frontière terrestre : 25 opérations - Supplément urgence : 10 dossiers urgents - Minimum urgence : 10 dossiers urgents <p>B. Transit & opérations portuaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transit portuaire (Matadi / ports) – conteneur 20' : 20 conteneurs - Transit portuaire (Matadi / ports) – conteneur 40' : 10 conteneurs - Transit portuaire – envoi groupé (LCL) : 150 m³ - Frais opérationnels portuaires : 40 envois - Gestion passage frontière (terrestre) : 25 opérations <p>C. Manutention & stockage</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manutention (chargement/déchargement) : 250 tonnes - Stockage court terme : 300 m³/jour - Stockage prolongé : 120 m³/jour
------	----	---

Critère d'attribution	Pondération du critère (%)	Évaluation ou formule du critère
		<p>D. Services administratifs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ouverture de dossier : 100 dossiers - Gestion documentaire complète : 100 dossiers - Suivi de l'exonération DGDA : 60 dossiers <p>E. Transport local spécifique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transport frontière Kasumbalesa → Lubumbashi (conteneur 20') : 8 transports - Transport frontière Kasumbalesa → Lubumbashi (conteneur 40') : 4 transports - Transport Lubumbashi aéroport → Bureau Enabel Lubumbashi : 2.500 kg - Transport Matadi → Kinshasa (conteneur 20') : 12 transports - Transport Matadi → Kinshasa (conteneur 40') : 6 transports - Transport Kinshasa aéroport (Ndjili) → Bureau Enabel Kinshasa : 2.500 kg <p>Règles de calcul applicables aux postes exprimés en pourcentage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le poste « Supplément urgence », le pourcentage proposé est appliqué à une valeur fictive de référence par dossier urgent fixée à 10.000 EUR pour les besoins exclusifs de l'évaluation ; - pour le poste « Minimum urgence », le montant forfaitaire proposé est appliqué aux dossiers urgents ; - le montant résultant de l'application du pourcentage « Supplément urgence » ne constitue pas en soi le montant retenu pour l'évaluation ; - pour chaque dossier urgent, le montant retenu dans le scénario fictif correspond au montant le plus élevé entre : <ul style="list-style-type: none"> (i) le montant résultant de l'application du pourcentage « Supplément urgence » ; (ii) le montant du « Minimum urgence » proposé ; - le montant ainsi déterminé est multiplié par le nombre de dossiers urgents prévu dans le scénario fictif, soit dix (10) dossiers urgents.

Critère d'attribution	Pondération du critère (%)	Évaluation ou formule du critère
Qualité de la méthodologie	20	Ce critère évalue la qualité de l'approche proposée, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - la compréhension des procédures douanières ; - la gestion des exonérations ; - l'organisation des opérations ; - l'interaction avec les autorités (DGDA, OCC, etc.) ; - le système de suivi et de reporting.
Capacité opérationnelle et moyens	15	Ce critère évalue les moyens opérationnels du soumissionnaire, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - la présence sur les principaux points d'entrée (Matadi, Ndjili, frontières) ; - l'organisation locale ; - les outils de suivi ; - la capacité à gérer simultanément plusieurs dossiers.
Délais et réactivité	15	Ce critère évalue les performances du soumissionnaire en termes de délais et de réactivité, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - le délai moyen de dédouanement ; - la gestion des urgences (marchandises périssables, etc.) ; - la réactivité dans le traitement des dossiers.

18.3. Les scores des critères d'attribution seront totalisés. Ce marché public sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu le score final le plus élevé, sous réserve que le pouvoir adjudicateur vérifie l'exactitude des déclarations sur l'honneur soumise par le soumissionnaire.

19. ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC

- 19.1. Ce marché public sera attribué au soumissionnaire ayant soumis l'offre économiquement la plus avantageuse.
- 19.2. Conformément à l'article 85 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'attribuer le marché. Le pouvoir adjudicateur peut choisir soit de ne pas attribuer le marché public, soit de recommencer la procédure, si nécessaire, via une autre procédure de passation.

20. CONCLUSION DU CONTRAT

- 20.1. Conformément à l'article 88 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.
- 20.2. La notification est effectuée par les plateformes électroniques ou par courrier électronique, et, le même jour, par envoi recommandé.
- 20.3. Le contrat intégral consiste dès lors en les documents suivants :

- (a) Le présent cahier spécial des charges et ses annexes ;
- (b) L'offre approuvée et toutes ses annexes ;
- (c) La lettre recommandée portant notification de la décision d'attribution ;
- (d) Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

20.4. Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

4 CONDITIONS CONTRACTUELLES PARTICULIERES

1. Le présent chapitre de ce cahier spécial des charges contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux « Règles générales d'exécution des marchés publics » de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 (arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics), ci-après « RGE » ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des « RGE ». En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des « RGE » sont intégralement d'application.
2. Dans ce cahier spécial des charges, il n'est pas dérogé aux « RGE ».

SECTION (A) - GENERAL

3. UTILISATION DES MOYENS ELECTRONIQUES (ART. 10)

L'utilisation des moyens électroniques pour les échanges durant l'exécution du marché est permise sauf indication contraire dans ce cahier spécial des charges.

Dans ces cas, les notifications du pouvoir adjudicateur seront envoyées à l'adresse ou au siège social mentionné dans l'offre.

4. FONCTIONNAIRE DIRIGEANT (ART. 11)

- 4.1. Le fonctionnaire dirigeant pour ce marché public est **SALUMU KATAMBWE, Ricky, Coordinateur Logistique**, courriel : ricky.salumu@enabel.be. Le fonctionnaire dirigeant est responsable du suivi de l'exécution du marché.
- 4.2. Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal de l'adjudicataire. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce cahier spécial des charges.
- 4.3. Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.
- 4.4. Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé à la clause 1 du chapitre 1 Généralités.
- 4.5. Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans ce cahier spécial des charges et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

5. CONFIDENTIALITE (ART. 18)

- 5.1. Les adjudicataires qui, au cours de l'exécution du marché, reçoivent des informations, des documents ou des données de quelque nature que ce soit classés comme confidentiels et se rapportant, en particulier, à l'objet du marché, aux ressources nécessaires à son exécution et au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, prennent les mesures nécessaires pour empêcher que ces informations, documents ou données ne soient divulgués à des tiers qui n'ont pas le droit d'en prendre connaissance.

- 5.2. Les adjudicataires qui, dans le cadre de l'exécution du marché, ont connaissance d'un dessin ou d'un modèle, d'un savoir-faire, d'une méthode ou d'une invention appartenant au pouvoir adjudicateur ou appartenant conjointement au pouvoir adjudicateur et à l'adjudicataire, s'abstiennent de toute communication à des tiers concernant ce dessin ou ce modèle, ce savoir-faire, cette méthode ou cette invention, à moins que ces éléments ne fassent l'objet du marché.

6. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

6.1. Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, le pouvoir adjudicateur agira conformément à cette législation.

6.2. Traitement des données personnelles par l'adjudicataire

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

7. DROITS INTELLECTUELS (ART. 19 A 23)

- 7.1. Le pouvoir adjudicateur **n'acquiert pas** les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.
- 7.2. Sans préjudice de la clause 7.1 et sauf disposition contraire dans les documents du marché, lorsque l'objet de celui-ci consiste en la création, la fabrication ou le développement de dessins et modèles, de signes distinctifs, le pouvoir adjudicateur en acquiert la propriété intellectuelle, ainsi que le droit de les déposer, de les faire enregistrer et de les faire protéger.
- 7.3. En ce qui concerne les noms de domaine créés à l'occasion d'un marché, le pouvoir adjudicateur acquiert également le droit de les enregistrer et de les protéger, sauf disposition contraire dans les documents du marché.
- 7.4. Lorsque le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas les droits de propriété intellectuelle, il obtient une licence d'exploitation des résultats protégés par le droit de propriété intellectuelle pour les modes d'exploitation mentionnés dans les documents du marché.

SECTION (B) - FINANCIAL GUARANTEES

8. CAUTIONNEMENT (ART. 25 A 33)

Aucun cautionnement n'est requis pour ce marché public.

SECTION (C) - DOCUMENTS DU MARCHÉ

9. CONFORMITE DE L'EXECUTION (ART. 34)

Les services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

SECTION (D) - MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC

10. REMPLACEMENT DE L'ADJUDICATAIRE (ART. 38/3, °1)

10.1. Champ d'application

La clause peut être appliquée dans le cas où l'adjudicataire du marché serait dans l'impossibilité de continuer l'exécution du marché pour cause de résiliation (art. 61, 62 ou 62/1, °2 des « RGE ») ou de mise en œuvre d'une mesure d'office (art. 47 des « RGE »).

10.2. Nature de la modification

Par dérogation de l'article 47, § 2, °3 des « RGE », le pouvoir adjudicateur peut, dans tous les cas précités, attribuer immédiatement un nouveau marché pour compte au(x) sous-traitant(s) de l'adjudicataire déjà engagé(s) dans l'exécution du marché ou au soumissionnaire classé en deuxième position, pour tout ou partie du marché restant à exécuter, et ce sans entamer une nouvelle procédure de passation. Cet accord prendra la forme d'un avenant au contrat initial, à conclure entre le pouvoir adjudicateur et le nouvel adjudicataire.

10.3. Conditions dans lesquelles il peut être fait usage de la clause de réexamen

Pour autant qu'il(s) remplisse(nt) les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, et s'il(s) peut(peuvent) satisfaire aux conditions initiales du marché, le pouvoir adjudicateur peut conclure un marché pour compte avec le(s) sous-traitant(s) de l'adjudicataire déjà engagé(s) dans l'exécution du marché. A cette fin, le pouvoir adjudicateur contacte le(s) sous-traitant(s) ou son(leurs) représentant(s), en lui (leur) demandant s'il(s) peut(peuvent) satisfaire aux conditions initiales du marché. Si le(s) sous-traitant(s) ne peut(peuvent) pas satisfaire aux conditions initiales, un marché pour compte peut être conclu à des conditions modifiées. Avant de conclure un tel marché modifié, le pouvoir adjudicateur vérifie si les nouvelles conditions sont toujours plus avantageuses que celles du soumissionnaire classé deuxième lors de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale. Si tel n'est pas le cas, le pouvoir adjudicateur procède à la conclusion d'un marché pour compte tel que visé au deuxième alinéa ci-dessous.

Si le pouvoir adjudicateur ne peut ou ne souhaite pas faire usage de la possibilité mentionnée à l'alinéa précédent, un marché pour compte peut être conclu avec le soumissionnaire qui a été classé deuxième lors de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale, pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document. A cette fin, le pouvoir adjudicateur contacte le soumissionnaire classé deuxième ou son représentant pour lui demander s'il consent au maintien de son offre. Si ledit soumissionnaire y

consent sans réserve, le pouvoir adjudicateur procède à l'attribution et à la conclusion du marché.

Lorsque le soumissionnaire concerné ne consent pas au maintien des conditions de son offre initiale ou que l'offre modifiée ne demeure pas économiquement la plus avantageuse sur la base de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale (après exclusion de l'adjudicataire initial), le pouvoir adjudicateur :

- (a) soit s'adresse successivement, suivant l'ordre de classement, aux autres soumissionnaires réguliers. Dans ce cas également, le pouvoir adjudicateur contacte le soumissionnaire concerné ou son représentant pour lui demander s'il consent au maintien de son offre. Si ce soumissionnaire y consent sans réserve, le pouvoir adjudicateur procède à l'attribution et à la conclusion du marché.
- (b) soit demande simultanément à tous les autres soumissionnaires réguliers de revoir leur offre sur la base des conditions initiales du marché, et attribue et conclut le marché en fonction de l'offre devenue économiquement la plus avantageuse.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur s'assure que la vérification de l'absence de motifs d'exclusion et du respect des critères de sélection s'effectue d'une manière impartiale et transparente, soit dans le cadre de la procédure d'attribution initiale, soit lors de la conclusion du marché pour compte, afin qu'aucun marché ne soit attribué à un soumissionnaire (ou à un sous-traitant) qui aurait dû être exclu ou qui ne remplit pas les critères de sélection. Les exigences minimales de la sélection qualitative peuvent, le cas échéant, être adaptées au prorata de la partie restante du marché, si le marché pour compte n'est conclu que pour une partie du marché restant à exécuter.

Le marché pour compte sera conclu au moyen d'un avenant au contrat initial, qui sera signé par le pouvoir adjudicateur et le nouvel adjudicataire. Si le marché a déjà été partiellement exécuté, cet avenant indiquera avec précision toutes les parties du marché qui doivent encore être exécutées. L'avenant indique également toutes les conditions modifiées par rapport à l'offre initiale de l'adjudicataire initial et par rapport à l'offre initiale du nouvel adjudicataire. Si nécessaire, l'avenant indique la méthode d'application des conditions initiales au reste du marché. Toutes les autres conditions énoncées dans les documents du marché (le cahier spécial des charges et l'offre initiale de l'adjudicataire initial ou du nouvel adjudicataire) restent applicables sans modification.

Si un marché pour compte est conclu, une copie de l'avenant relatif au marché à conclure est, par dérogation à l'article 47, § 3, troisième alinéa, des « RGE », envoyée à l'adjudicataire initial par courrier électronique. Si, à la suite de l'application d'une mesure d'office (article 47 des « RGE »), le prix du nouveau marché conclu pour compte dépasse le prix du marché initial, l'adjudicataire initial supporte les coûts supplémentaires.

11. REVISION DES PRIX (ART. 38/7)

11.1. Une révision des prix est autorisée dans le cadre du présent contrat. Celle-ci est strictement encadrée par les modalités et la formule définies ci-après.

11.2. La révision des prix ne peut intervenir qu'une fois par an, à la date anniversaire du contrat. À partir de la deuxième année d'exécution, l'adjudicataire peut introduire une demande de révision des prix conformément aux modalités prévues dans le présent cahier spécial des charges.

Les prix révisés ne sont applicables qu'après validation préalable par le pouvoir adjudicateur.

11.3. La révision des prix ne peut être appliquée que si la variation du prix résultant de l'application de la formule de révision atteint au moins 3 % du prix en vigueur. Pour la première révision, cette variation est calculée par rapport au prix initial. Pour les révisions suivantes, elle est calculée par rapport au dernier prix révisé ou imposé.

11.4. La révision des prix se calcule d'après la formule suivante :

$$\text{Prix révisé (P)} = \text{Prix initial (P}_0\text{)} \times [(0,6 \times (I_1 / I_{10})) + 0,4]$$

Où :

Indice (i)	Description	Poids (wi)	Source / Remarques
I ₁	Indice des prix à la consommation en RDC (INS, diffusion BCC)	0,6	INS + BCC
Part non révisable (coûts fixes et bénéfices)	part non révisable	0,4	NA

Les indices utilisés doivent être accessibles, publiés régulièrement et vérifiables par les deux parties.

La valeur de base de l'indice (I₁₀) est déterminée sur la base des données disponibles dix (10) jours avant la date limite de remise des offres.

12. INDEMNITES SUITE AUX SUSPENSIONS ORDONNEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR DURANT L'EXECUTION (ART. 38/12)

- 12.1. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment parce qu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.
- 12.2. Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amendes pour retard d'exécution peut être consentie.
- 12.3. Lorsque les prestations sont suspendues sur la base de cette clause 12.3, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.
- 12.4. L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par le pouvoir adjudicateur lorsque :
 - (a) la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier ;
 - (b) la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ou à d'autres circonstances auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger et qui, à la discrétion du pouvoir adjudicateur, constituent un obstacle à continuer l'exécution du marché à ce moment ;
 - (c) la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

13. CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

- 13.1. L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.
- 13.2. Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

14. IMPOSITIONS AYANT UNE INCIDENCE SUR LE MONTANT DU MARCHÉ (ART. 38/8)

- 14.1. Pour le présent marché, une révision des prix résultant d'une modification des impositions est possible si le cas se présente en Belgique ou dans le pays d'exécution concerné par ce marché public, et ayant une incidence sur le montant du marché.
- 14.2. Une telle révision des prix n'est possible qu'à la double condition suivante :
- (a) la modification est entrée en vigueur après le dixième jour précédant la date ultime fixée pour la réception des offres ; et
 - (b) soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un indice, ces impositions ne sont pas incorporées dans la formule de révision prévue dans les documents du marché en application de l'article 38/7 des « RGE ».
- 14.3. En cas de hausse des impositions, l'adjudicataire doit établir qu'il a effectivement supporté les charges supplémentaires qu'il a réclamées et que celles-ci concernent des prestations inhérentes à l'exécution du marché.

En cas de baisse, il n'y a pas de révision si l'adjudicataire prouve qu'il a payé les impositions à l'ancien taux.

15. CONDITIONS D'INTRODUCTION (ART. 38/14 A 38/17)

- 15.1. Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicataire qui veut se baser sur une des clauses de réexamen telles que visées aux articles 38/9 à 38/12 des « RGE », doit dénoncer les faits ou les circonstances sur lesquels il se base, par écrit dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance.
- 15.2. L'adjudicataire ne peut invoquer l'application de l'une de ces clauses de réexamen, que s'il fait connaître de manière succincte au pouvoir adjudicateur l'influence de ces faits ou circonstances sur le déroulement et le coût du marché, dans le délai mentionné à la clause 15.1, que les faits ou circonstances soient ou non connus du pouvoir adjudicateur.

SECTION (F) - MODALITES D'EXECUTION

16. COMMANDES PARTIELLES (ART. 146)

- 16.1. L'exécution du marché public est subordonnée à la notification d'une ou plusieurs commandes.
- 16.2. Le marché et les quantités présumées mentionnées dans le formulaire de prix ne peuvent être exécutés qu'après la transmission d'un bon de commande à cet effet par le fonctionnaire dirigeant par courrier électronique.

17. DELAIS ET CLAUSES (ART. 147)

- 17.1. Les services doivent être exécutés dans un délai à exprimer en **jours calendrier** que le soumissionnaire est tenu de mentionner dans son offre. Tous les jours sont indistinctement comptés dans le délai.
- 17.2. L'exécution commencera **à la date qui sera fixée dans un bon de commande**.
- 17.3. Dans tous les cas, les services doivent être exécutés dans un délai de **48 (quarante-huit) mois**, à compter du **jour suivant la réception de la lettre de notification de la conclusion du**

contrat. Si l'offre ne prévoit pas de délai d'exécution (plus court), aucun point ne sera attribué pour le critère d'attribution lié au délai d'exécution.

17.4. Conditions normales d'exploitation

Les prestations sont réputées exécutées dans des conditions normales d'exploitation, notamment en ce qui concerne le fonctionnement des infrastructures portuaires (en particulier le port de Matadi), des services douaniers (DGDA), ainsi que des autres autorités et opérateurs impliqués dans les opérations de dédouanement et de transit.

Les délais et modalités d'exécution des prestations sont fondés sur ces conditions normales.

Ne peuvent être imputés au prestataire, notamment pour l'application d'éventuelles pénalités, les retards ou difficultés résultant de circonstances indépendantes de sa volonté, telles que :

- congestion portuaire exceptionnelle ;
- dysfonctionnement ou interruption des services douaniers ou administratifs ;
- retards imputables aux autorités compétentes ;
- événements de nature à perturber significativement le fonctionnement normal des opérations.

Le prestataire est toutefois tenu de démontrer qu'il a pris toutes les mesures raisonnables pour limiter les impacts de telles circonstances.

18. LIEU D'EXECUTION (ART. 149)

- 18.1. Les prestations faisant l'objet du présent marché sont exécutées principalement sur le territoire de la République Démocratique du Congo, notamment aux points d'entrée et de traitement des marchandises, en ce compris, sans s'y limiter, les ports (notamment Matadi), les aéroports (notamment Ndjili) ainsi que les postes frontaliers terrestres.
- 18.2. Les prestations comprennent également des activités de gestion administrative, de coordination, de suivi et de reporting, pouvant être réalisées, le cas échéant, au siège ou dans les installations du prestataire.
- 18.3. Toutefois, le prestataire demeure pleinement responsable de la bonne exécution des prestations sur les lieux opérationnels visés ci-dessus, indépendamment du lieu à partir duquel certaines tâches sont effectuées. Les échanges entre le pouvoir adjudicateur et le prestataire ainsi que le suivi de l'exécution du marché s'effectuent conformément aux modalités définies dans le présent cahier spécial des charges.

19. VERIFICATION DES SERVICES (ART. 150)

- 19.1. Si pendant l'exécution des services, des anomalies sont constatées, ceci sera immédiatement notifié à l'adjudicataire par un fax ou par un message e-mail, qui sera confirmé par la suite au moyen d'une lettre recommandée. L'adjudicataire est tenu de recommencer les services exécutés de manière non conforme.
- 19.2. Le prestataire de services avise le fonctionnaire dirigeant par envoi recommandé ou envoi électronique assurant la date exacte de l'envoi, à quelle date les prestations peuvent être contrôlées.

20. RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE DE SERVICES (ART. 152-153)

- 20.1. Le prestataire de services assume la pleine responsabilité des fautes et manquements présentés dans les services fournis.
- 20.2. Par ailleurs, le prestataire de services garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci pourrait est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution des services ou de la défaillance du prestataire de services.

SECTION (G) - MOYENS D'ACTION

21. DEFAUT D'EXECUTION (ART. 44)

- 21.1. L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :
 - (a) lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;
 - (b) à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;
 - (c) lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par envoi recommandé ou par envoi électronique (avec preuve de la date exacte d'envoi).
- 21.2. L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.
- 21.3. Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 154 et 155 des « RGE ».

22. AMENDES POUR RETARD (ART. 46 ET 154)

- 22.1. Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45 des « RGE ». Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.
- 22.2. Les amendes pour retard sont calculées, conformément à l'article 154 des « RGE », à raison de **0,1 pour cent** par jour de retard, le **maximum en étant fixé à sept et demi pour cent**, de la valeur de l'ensemble ou de la partie des services dont l'exécution a été effectuée avec un même retard.
- 22.3. Si le délai d'exécution constitue un critère d'attribution du marché, le montant de l'amende peut être porté à **dix pour cent maximum**, en fonction de l'importance relative accordée au critère d'attribution portant sur le délai d'exécution.
- 22.4. Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

23. MESURES D'OFFICE (ART. 47 ET 155)

23.1. Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2 des « RGE », pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites à la clause 23.2. Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai susmentionné, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

23.2. Les mesures d'office sont :

- (a) la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;
- (b) l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;
- (c) la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues aux points (a), (b), et (c), sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

SECTION (H) - FIN DU MARCHE PUBLIC

24. RECEPTION DES SERVICES EXECUTES (ART. 64 ET 156)

24.1. Les services seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant. Les prestations ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites.

24.2. Il est prévu une réception définitive à l'issue de l'exécution des prestations qui font l'objet du marché, qui marque l'achèvement complet du marché.

24.3. Lorsque le pouvoir adjudicateur est en possession de la liste des services prestés ou de la facture et que la fin totale ou partielle des services est constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, le pouvoir adjudicateur effectue la vérification, procède aux formalités de réception et en notifie le résultat au prestataire de services. En tout état de cause, la vérification se fait dans le délai de traitement visé à l'article 160, alinéa 1er des « RGE » (la clause 25).

24.4. Lorsque les services sont terminés avant ou après la date prévue, le prestataire de services en donne connaissance par envoi recommandé ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi au fonctionnaire dirigeant et demande de procéder à la réception.

24.5. Tout paiement d'acompte doit être précédé d'une réception partielle. La dernière réception partielle est considérée comme la réception définitive et met fin aux services prévus par le contrat.

25. FACTURATION ET PAIEMENT (ART. 66-72 ET 160)

25.1. Le pouvoir adjudicateur effectue la vérification et le paiement du montant dû au prestataire de services dans le délai de traitement de trente jours à compter de la constatation de la fin totale ou partielle des services, dont les modalités sont fixées dans les documents du marché. Le

paiement ne peut toutefois être effectué que pour autant que le pouvoir adjudicateur soit en possession de la facture régulièrement établie

- 25.2. Seuls les services exécutés de manière correcte pourront être facturés. La facture doit être libellée en EURO.
- 25.3. L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception du marché (exemplaire original) à l'adresse suivante : **L'adresse de facturation est précisée dans chaque bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur.**
- 25.4. Le paiement se fait en acomptes de la manière suivante : Les paiements sont effectués au fur et à mesure des prestations exécutées, sur base des bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur et des livraisons effectivement réalisées. Chaque prestation exécutée fait l'objet d'une facturation distincte, après réception conforme, conformément aux modalités prévues dans le cahier spécial des charges.

26. AVANCES

- 26.1. Sans préjudice de la clause 25.2 et en vertu des articles 12/1 à 5 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, insérés par la loi de 22 décembre 2023 modifiant la réglementation relative aux marchés publics en vue de promouvoir l'accès des PME auxdits marchés, une avance peut être accordée à l'adjudicataire.

Le montant de l'avance est calculé en appliquant les pourcentages suivants à la valeur de référence du marché public :

- (a) 20 % si l'adjudicataire est une microentreprise, c'est-à-dire une entreprise qui emploie moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel ne dépasse pas deux millions d'euros ;
- (b) 10 % si l'adjudicataire est une petite entreprise, c'est-à-dire une entreprise qui emploie moins de cinquante personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel ne dépasse pas dix millions d'euros ;
- (c) 5 % lorsque l'adjudicataire est une moyenne entreprise, à savoir une entreprise qui occupe moins de deux cent cinquante personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas cinquante millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas quarante-trois millions d'euros.

- 26.2. L'avance est calculée en fonction de la valeur de référence du marché public, à savoir :

- (a) Si la durée du marché est égale ou inférieure à douze mois, la valeur de référence pour le calcul de l'avance est égale au montant initial du marché, toutes taxes comprises ;
- (b) Si la durée du marché est supérieure à douze mois, la valeur de référence est un montant égal à douze fois la valeur initiale du marché, taxes comprises, divisée par la durée du marché exprimée en mois ;
- (c) Dans le cas d'un marché à durée indéterminée, la valeur de référence est la valeur par mois du marché multipliée par douze.

Pour le calcul du montant initial du marché, il n'est ni tenu compte des tranches conditionnelles, ni des reconductions.

- 26.3. Aucune avance n'est accordée avant :

- (a) La notification de la conclusion du marché ;
- (b) L'introduction, par l'adjudicataire, d'une demande écrite datée ;
- (c) La constitution d'une garantie financière pour la totalité du montant de l'avance. La garantie ne sera libérée que lorsque le montant de l'avance aura été intégralement couvert par l'exécution du marché et aura fait l'objet de factures approuvées par le pouvoir adjudicateur. Cette garantie financière doit permettre au pouvoir adjudicateur d'obtenir le

remboursement de l'avance qu'il a versée à l'adjudicataire en cas d'inexécution totale ou partielle du marché.

- 26.4. Le paiement des avances peut être suspendu s'il est constaté que l'adjudicataire ne respecte pas ses obligations contractuelles ou s'il contrevient aux dispositions de l'article 7 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
- 26.5. L'avance accordée est imputée sur les montants dus à l'adjudicataire de la manière suivante :
La première moitié de l'avance est imputée sur les sommes dues à l'adjudicataire quand le montant des prestations exécutées atteint trente pour cent du montant initial du marché et la deuxième moitié de l'avance est imputée sur les sommes dues à l'adjudicataire quand le montant des prestations exécutées atteint soixante pour cent du montant initial du marché.

5 TERMES DE REFERENCE

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Enabel met en œuvre des projets de coopération en République Démocratique du Congo impliquant l'importation régulière de biens. Afin d'assurer un traitement efficace, conforme et sécurisé des opérations de dédouanement, Enabel souhaite recourir à des prestataires spécialisés via un accord-cadre multi-attributaires.

2. OBJECTIFS DU MARCHE ET RESULTATS ATTENDUS

2.1. Objectifs du marché

Le présent marché porte sur la fourniture de services de dédouanement des biens destinés à Enabel en République Démocratique du Congo, incluant les formalités douanières, le suivi des exonérations et les prestations logistiques associées.

2.2. Tâches à réaliser

Le prestataire assure, pour le compte d'Enabel :

1. Formalités douanières :

- Préparation et dépôt des déclarations douanières
- Suivi des procédures auprès des autorités compétentes (DGDA, OCC, etc.)
- Gestion des dossiers d'exonération
- Le cas échéant, établissement de la FERI lorsque celle-ci n'a pas été réalisée préalablement à l'expédition.

2. Opérations logistiques liées au dédouanement :

- Prise en charge des marchandises aux points d'entrée (ports, aéroports, frontières)
- Coordination des opérations de transit, manutention et stockage temporaire si nécessaire - Organisation de la sortie des marchandises

3. Suivi et coordination :

- Suivi des dossiers de dédouanement
- Transmission régulière d'informations à Enabel (reporting et tracking)

4. Prestations spécifiques :

- Gestion des opérations urgentes, notamment pour les marchandises sensibles ou périssables
- Réalisation de prestations logistiques complémentaires prévues au marché, le cas échéant

2.3. Résultats à atteindre

Le prestataire garantit :

- Un traitement efficace et conforme des opérations de dédouanement
- Le respect de la réglementation applicable en République Démocratique du Congo
- Une gestion coordonnée des opérations logistiques associées
- Une traçabilité et un suivi régulier des dossiers

3. MOYENS TECHNIQUES ET MATERIELS

Le prestataire met en œuvre les moyens humains, organisationnels et logistiques nécessaires à l'exécution des prestations, notamment aux principaux points d'entrée en République Démocratique du Congo.

4. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Le prestataire décrit dans son offre son organisation, ses procédures de gestion et son système de suivi des opérations de dédouanement, incluant la coordination avec les autorités compétentes et le reporting.

5. CALENDRIER DE TRAVAIL PREVISIONNEL

Les prestations sont exécutées sur base de commandes partielles émises par le pouvoir adjudicateur, conformément au cahier spécial des charges.

6. SUPERVISION DE LA MISSION

La mission est suivie par le fonctionnaire dirigeant désigné par Enabel.

6.1. Planification et suivi

Le prestataire assure un suivi continu des opérations et répond aux demandes d'information du pouvoir adjudicateur dans les délais requis.

6.2. Responsabilités

Le prestataire est responsable de la bonne exécution des services conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation applicable.

6.3. Communication et suivi

Le prestataire assure une communication régulière avec Enabel concernant l'état d'avancement des opérations de dédouanement et toute difficulté rencontrée.

7. DOCUMENTS/RESSOURCES FOURNIS PAR ENABEL

Enabel fournit au prestataire les documents nécessaires au traitement des dossiers de dédouanement.

8. LIVRABLES

- Dossiers de dédouanement traités - Suivi des opérations (reporting / tracking)

6 DOSSIER DE SELECTION

APTITUDE A EXERCER L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE

1. INSCRIPTION OFFICIELLE

Le soumissionnaire doit prouver qu'il est officiellement inscrit sur le registre professionnel ou sur le registre du commerce pertinent de leur Etat membre d'établissement.

CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

2. CHIFFRE D'AFFAIRES MINIMAL

- 2.1. Le soumissionnaire joindra à son offre une déclaration concernant le chiffre d'affaires global de l'entreprise, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activités de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

3. SOLVABILITE FINANCIERE

- 3.1. Le soumissionnaire doit prouver sa solvabilité financière.
- 3.2. Cette capacité financière sera jugée sur base des comptes annuels approuvés des trois dernières années déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique.
- 3.3. Pour les soumissionnaires belges : Les soumissionnaires qui ont déposé les comptes annuels approuvés auprès de la Banque Nationale de Belgique, ne sont pas tenus de les joindre à leur offre, étant donné que le pouvoir adjudicateur est à même de les consulter via le guichet électronique de l'autorité fédérale. Cependant, les soumissionnaires qui n'ont pas déposé les comptes annuels approuvés des trois dernières années comptables auprès de la Banque Nationale de Belgique, sont tenus de les joindre à leur offre. Cette obligation vaut également pour les comptes annuels approuvés récemment et qui n'ont pas encore été déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique, parce que le délai légal accordé pour le dépôt de ceux-ci n'est pas encore échu.
- 3.4. Pour les soumissionnaires belges : Pour les entreprises individuelles, il convient de faire rédiger un document reprenant tous les actifs et tous les passifs par un comptable IEC ou un réviseur d'entreprise.
 - (a) Ce document doit être certifié conforme par un comptable IEC agréé ou par le réviseur d'entreprise, selon le cas.
 - (b) Le document doit refléter une situation financière récente, datant de 6 mois au maximum, à compter de la date d'ouverture des offres.
 - (c) Au cas où l'entreprise n'a pas encore publié de compte annuel, un bilan intermédiaire certifié conforme par le comptable IEC ou par le réviseur d'entreprise suffit.
- 3.5. Pour les soumissionnaires étrangers : Les entreprises étrangères doivent joindre à leur offre :
 - (a) Les comptes annuels approuvés des trois dernières années, ou
 - (b) Un document reprenant tous les actifs et tous les passifs de l'entreprise.

- (c) Au cas où l'entreprise n'a pas encore publié de compte annuel, un bilan intermédiaire certifié conforme par le comptable ou par le réviseur d'entreprise ou par la personne ou l'organisme qui exerce ce type de fonction dans le pays concerné suffit.

CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

4. TECHNICIENS OU ORGANISMES TECHNIQUES

- 4.1. Le soumissionnaire doit disposer ou pouvoir disposer des techniciens ou des organismes techniques suffisants. Seuls les techniciens ou les organismes techniques qui constitueront une plus-value dans le cadre du marché qui fait l'objet du présent cahier spécial des charges, seront pris en compte.
- 4.2. En particulier, le soumissionnaire doit démontrer qu'il peut ou pourra faire appel aux techniciens ou organismes techniques suivants :

N°	Techniciens/Organismes techniques
1	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il dispose des moyens humains et organisationnels lui permettant d'assurer l'exécution des prestations sur les principaux points d'entrée en République démocratique du Congo, notamment le port de Matadi, l'aéroport de Ndjili et les principales frontières terrestres.</p> <p>À cet effet, le soumissionnaire fournit une description de son organisation locale, de ses implantations ou de ses correspondants opérationnels sur ces points d'entrée, ainsi que des modalités lui permettant de traiter simultanément plusieurs dossiers de dédouanement.</p>

- 4.3. Le soumissionnaire joint à son offre un relevé reprenant les techniciens ou les organismes techniques qui appartiennent ou non à l'entreprise, en particulier ceux qui ont responsables pour le contrôle de la qualité.

5. TITRES D'ETUDES ET PROFESSIONNELS

- 5.1. Le soumissionnaire doit disposer du personnel suffisamment compétent pour pouvoir exécuter le marché convenablement. Le soumissionnaire joint à son offre un relevé reprenant le personnel qui sera mis en œuvre lors de la réalisation du marché. Dans ce document, le soumissionnaire mentionne les diplômes dont ce personnel est titulaire, ainsi que les qualifications professionnelles et l'expérience
- 5.2. En particulier, le soumissionnaire doit démontrer qu'il dispose de, ou qu'il est en mesure d'employer :

N°	Exigence minimale
1	<p>Le soumissionnaire doit proposer au moins deux profils clés disposant des qualifications et expériences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins 5 ans d'expérience en matière de dédouanement en République démocratique du Congo ; - expérience avérée en gestion de dossiers d'exonération et interaction avec les autorités douanières, notamment la DGDA. Le soumissionnaire fournit pour chaque profil proposé un curriculum vitae détaillé permettant de vérifier les qualifications et l'expérience exigées.

6. REFERENCES PERTINENTES

- 6.1. Le soumissionnaire doit démontrer son expérience dans la réalisation de prestations de dédouanement et/ou de transit comparables à l'objet du présent marché.
- 6.2. En particulier, le soumissionnaire doit fournir les références suivantes :

N°	Exigence minimale
1	<p>Le soumissionnaire doit fournir au moins trois (3) références pertinentes de prestations de dédouanement et/ou de transit réalisées au cours des trois (3) dernières années, dont au moins une (1) en République Démocratique du Congo (RDC), pour des organisations internationales ou des institutions publiques.</p> <p>Ces références doivent permettre de démontrer une expérience pertinente et comparable à l'objet du marché. Pour chaque référence, le soumissionnaire fournit une description détaillée permettant de vérifier la nature des prestations, la période d'exécution ainsi que le client concerné.</p>

7. SYSTEMES DE GESTION ET DE SUIVI DE LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT

- 7.1. Le soumissionnaire doit fournir une indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que l'opérateur économique pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché.
- 7.2. En particulier, l'opérateur économique doit être en mesure de mettre en œuvre les systèmes suivants :

N°	Exigence minimale
1	<p>Le soumissionnaire doit fournir une description de son organisation et de ses procédures de gestion et de suivi des opérations de dédouanement, incluant notamment les modalités de suivi des dossiers, de coordination avec les autorités (DGDA, OCC) et de reporting au pouvoir adjudicateur.</p>

8. SOUS-TRAITANCE

Le soumissionnaire doit fournir une indication de la part du marché que l'opérateur économique a éventuellement l'intention de sous-traiter.

7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A REMETTRE

- (a) Identification du soumissionnaire (pour chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement) (voir la clause 1 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (b) La liste des sous-traitants (voir la clause 2 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (c) Formulaire d'offre initiale – Prix (la clause 3 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (d) La déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion (pour chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement) (voir la clause 4 du chapitre 8 Formulaires) ;
- (e) Le Document unique de marché européen (DUME) ((pour chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement, ainsi que pour les entités, notamment les sous-traitants, dont la capacité est invoquée en ce qui concerne les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles) (voir la clause 14 du chapitre 3 Procédure) ;
- (f) Tous les documents demandés dans la 6 Dossier de sélection (voir la clause 16 du chapitre 3 Procédure) ;
- (g) Tous les documents demandés à la clause 18 du chapitre 3 Procédure (critères d'attribution) ;
- (h) Lorsqu'un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants) en ce qui concerne les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles (voir la clause 16 du chapitre 3 Procédure et 6 Dossier de sélection), il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet ;
- (i) Un détail des prix offerts, listant pour chaque poste les différents éléments inclus dedans ainsi que le taux de TVA applicable ;
- (j) Les statuts ainsi que tout autre document utile prouvant le mandat du (des) signataire(s) (pour chaque participant lorsque l'offre est déposée par un groupement) ;
- (k) Lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques, la convention d'association signée par chaque participant, indiquant clairement le ou la représentant-e de l'association.

1. FICHE D'IDENTIFICATION



Fiche d'identification personne physique

Cette fiche doit être complétée, signée et être accompagnée d'une photocopie lisible du document d'identité

Veillez remplir le formulaire en LETTRES CAPITALES et en CARACTÈRES LATINS.

I. DONNEES PERSONNELLES	
NOM(S) DE FAMILLE <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
PRENOM(S) <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
DATE DE NAISSANCE <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	
LIEU DE NAISSANCE <i>(ville, village)</i>	
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITE <i>(carte d'identité, passeport, permis de conduire, autre)</i>	
PAYS EMETTEUR	
NUMERO DU DOCUMENT D'IDENTITE	
ADRESSE (permanente) <i>Rue+ boîte postale</i> <i>Code postal</i> <i>Ville, Région/Province</i> <i>Pays</i>	
NUMERO DE TELEPHONE	
E-MAIL	
II. DONNEES COMMERCIALES	
VEUILLEZ PRECISER VOTRE STATUT :	<input type="checkbox"/> Indépendant dûment enregistré <input type="checkbox"/> Indépendant non enregistré (sans formalisation officielle) <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :
NUMERO D'ENREGISTREMENT (si applicable)	
NUMERO DE TVA (si applicable)	

LIEU D'ENREGISTREMENT (si applicable)	
PAYS	
DATE (JJ/MM/AAAA)	SIGNATURE



Fiche d'identification personne morale

Il est obligatoire de fournir cette fiche complétée, signée et accompagnée d'une copie des documents officiels (Statuts , registre(s) de commerce, extrait de la publication au journal officiel ou encore immatriculation à la TVA justifiant les données indiquées)

Veuillez remplir le formulaire en LETTRES CAPITALES et en CARACTÈRES LATINS.

ENTITÉ DE DROIT PRIVÉ/PUBLIC AYANT UNE FORME JURIDIQUE

NOM OFFICIEL <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
NOM COMMERCIAL <i>(si différent du nom officiel)</i>	
ABREVIATION <i>(si applicable)</i>	
FORME JURIDIQUE	
TYPE D'ORGANISATION <i>(biffer la mention inutile)</i>	<ul style="list-style-type: none"> - A BUT DE LUCRE - SANS BUT DE LUCRE - ONG
NUMERO DE REGISTRE PRINCIPAL	
NUMERO DE REGISTRE SECONDAIRE <i>(si applicable)</i>	
LIEU DE L'ENREGISTREMENT <i>Ville Pays</i>	
DATE DE L'ENREGISTREMENT <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	
NUMERO DE TVA	
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL <i>Rue+ boîte postale Code postal Ville, Région/Province Pays</i>	
NUMERO DE TELEPHONE	

E-MAIL	
DATE (JJ/MM/AAAA)	SIGNATURE DU REPRESENTANT AUTORISE



Fiche d'identification acteur public - entité publique

Il convient de fournir cette fiche complétée, signée et accompagnée d'une copie des documents officiels (résolution, loi, registre(s) de commerce, journal officiel, immatriculation à la tva...) justifiant les données indiquées.

Veuillez remplir le formulaire en LETTRES CAPITALES et en CARACTÈRES LATINS

NOM OFFICIEL <i>comme indiqué sur le document officiel</i>	
ABREVIATION <i>(si applicable)</i>	
FORME JURIDIQUE	
NUMERO DE REGISTRE PRINCIPAL	
NUMERO DE REGISTRE SECONDAIRE <i>(si applicable)</i>	
LIEU DE L'ENREGISTREMENT <i>Ville Pays</i>	
DATE DE L'ENREGISTREMENT <i>(JJ/MM/AAAA)</i>	
NUMERO DE TVA	
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL <i>Rue+ boîte postale Code postal Ville, Région/Province Pays</i>	
NUMERO DE TELEPHONE	
E-MAIL	

DATE (JJ/MM/AAAA)	SIGNATURE DU REPRESENTANT AUTORISE

2. LISTE DES SOUS-TRAITANTS

Je (nous) déclare (déclarons) que la part du marché public devant faire l'objet d'une sous-traitance est celle indiquée ci-dessous.

Liste des sous-traitants dont il est prévu de faire appel pour l'exécution du marché				
Nom et forme juridique	Adresse / Siège social	Objet de la mission	LOT concerné (le cas échéant)	Autre entité au sens du paragraphe 1 ^{er} de l'article 73 de l'A.R. du 18 avril 2017 (OUI/NON)*

* Conformément à l'article 73 de l'A.R. du 18 avril 2017, si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités (notamment des sous-traitants ou des filiales indépendantes) en ce qui concerne les critères relatifs à la capacité économique et financière et les critères relatifs aux capacités techniques et professionnelles, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet.

Lorsque le candidat ou le soumissionnaire fait appel à la capacité d'autres entités au sens du paragraphe 1er, le candidat ou le soumissionnaire, selon le cas, répond à la question reprise à la partie II, C, du Document unique de marché européen (DUME) visé à l'article 38 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques. Il mentionne également pour quelle part du marché il fait appel à cette capacité et quelles autres entités il propose. L'offre comporte également **un DUME séparé** en ce qui concerne les entités au sens du paragraphe 1er.

2.1. Tout changement de sous-traitant par rapport à ceux indiqués dans l'offre soumise devra être soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur avant toute intervention dans l'exécution du marché, notamment afin de vérifier que ce dernier dispose des capacités requises et ne fait l'objet d'aucun motif d'exclusion (art. 73 – l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ; art. 12-13 – arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics).

3. FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX

Les prix de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire	Prix total	TVA
DÉDOUANEMENT (HONORAIRES)						
Dédouanement import maritime – conteneur 20'	Prix unitaire	conteneur 20'	1	€	€	%
Dédouanement import maritime – conteneur 40'	Prix unitaire	conteneur 40'	1	€	€	%
Dédouanement import maritime – envoi groupé (LCL)	Prix unitaire	m ³	1	€	€	%
Dédouanement frontière terrestre	Prix unitaire	opération	1	€	€	%

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire	Prix total	TVA
<p>Supplément urgence</p> <p>Le pourcentage s'applique à la valeur déclarée en douane des marchandises (valeur CIF), sauf indication contraire précisée dans le bon de commande.</p> <p>Un montant minimum de 200 EUR par dossier est applicable.</p> <p>Lorsque l'application du pourcentage aboutit à un montant inférieur à 200 EUR, le montant minimum est appliqué.</p> <p>Le montant facturé doit rester proportionné à la nature, à la valeur et à la complexité des opérations.</p> <p>Pour les montants exceptionnellement élevés au regard de la nature de l'opération, le prestataire sollicite l'accord préalable du fonctionnaire dirigeant, sur base d'une justification objective et documentée.</p> <p>Sont notamment considérés comme exceptionnellement élevés les montants dont le niveau apparaît manifestement disproportionné au regard des caractéristiques de l'opération et des pratiques du marché pour des prestations comparables.</p>	Pourcentage	%	1			%
<p>Minimum urgence</p> <p>Un montant minimum de 200 EUR par dossier est applicable.</p> <p>Ce montant s'applique lorsque le montant calculé sur base du pourcentage relatif au supplément urgence est inférieur audit minimum.</p>	Forfait	€/dossier	1	€	€	%
TRANSIT & OPÉRATIONS PORTUAIRES						
Transit portuaire (Matadi / ports)	Prix unitaire	Conteneur 20'	1	€	€	%
Transit portuaire (Matadi / ports)	Prix unitaire	Conteneur 40'	1	€	€	%

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire	Prix total	TVA
Transit portuaire – envoi groupé (LCL)	Prix unitaire	m ³	1	€	€	%
Frais opérationnels portuaires	Prix unitaire	envoi	1	€	€	%
Gestion passage frontière (terrestre)	Prix unitaire	opération	1	€	€	%
MANUTENTION & STOCKAGE						
<p>La manutention inclut l'ensemble des opérations nécessaires à la manipulation des marchandises, y compris, le cas échéant, les opérations de dégroupage, tri, reconditionnement et regroupage liées aux envois en groupage (LCL).</p> <p>Une franchise de stockage de trois (3) jours ouvrables est applicable à compter de l'arrivée de la marchandise sous douane. Aucun frais de stockage ne peut être facturé pendant cette période. Les frais de stockage ne sont applicables qu'à partir du quatrième (4e) jour, sauf disposition particulière dûment justifiée.</p> <p>Le stockage prolongé s'applique à partir du huitième (8e) jour suivant l'arrivée de la marchandise sous douane. Les tarifs de stockage prolongé doivent refléter un niveau de coût majoré par rapport au stockage court terme. Tout stockage au-delà du délai de franchise devra être justifié par le prestataire et documenté.</p>						
Manutention (chargement/déchargement)		Tonne	1	€	€	%
Stockage court terme		m ³ /jour		€	€	%
Stockage prolongé		m ³ /jour		€	€	%
SERVICES ADMINISTRATIFS						
Ouverture de dossier	Prix unitaire	dossier				
Gestion documentaire complète	Prix unitaire	dossier				
Suivi de l'exonération DGDA	Prix unitaire	dossier				
Reporting / tracking	Inclus					
droits de douane et taxes officielles perçues par la DGDA						

Poste	Type	Unité	Quantité	Prix unitaire	Prix total	TVA
frais OCC (contrôle qualité, inspection)						
frais OGEFREM						
taxes portuaires officielles (ex : SCPT, ONATRA)						
redevances légalement dues aux autorités publiques congolaises						
TRANSPORT LOCAL SPÉCIFIQUE						
Transport frontière Kasumbalesa → Lubumbashi	Forfait	conteneur 20'		€	€	%
Transport frontière Kasumbalesa → Lubumbashi	Forfait	conteneur 40'		€	€	%
Transport Lubumbashi aéroport → Bureau Enabel Lubumbashi	Prix unitaire	€/kg		€	€	%
Transport Matadi → Kinshasa	Prix unitaire	conteneur 20'		€	€	%
Transport Matadi → Kinshasa	Prix unitaire	conteneur 40'		€	€	%
Transport Kinshasa aéroport (Ndjili) → Bureau Enabel Kinshasa	Prix unitaire	€/kg		€	€	%
Prix total HTVA						€
Prix total TVAC						€

Fait à :

Date :

Par (Nom de l'entité) :

xs

Représenté par (nom complet) :

Signature du représentant autorisé :

4. DECLARATION SUR L'HONNEUR – MOTIFS D'EXCLUSION

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal(e)/légaux du soumissionnaire /bénéficiaire/partenaire/cocontractant cité ci-dessous, ci-après dénommé la “contrepartie”, déclare que/ déclarons que*:

**Veuillez cocher les cases correspondantes pour confirmer chaque situation*

- la contrepartie ou l'un de ses dirigeants n'a fait l'objet d'aucune condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes :**
 - a. participation à une organisation criminelle ;
 - b. corruption;
 - c. fraude;
 - d. infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
 - e. blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
 - f. travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
 - g. occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal ;
 - h. la création de sociétés offshore.

- la contrepartie satisfait à ses obligations relatives au paiement d'impôts, de taxes et de cotisations de sécurité sociale pour un montant de plus de 3.000 €, sauf si elle peut démontrer qu'elle détient à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou plusieurs créances certaines, exigibles et libres de tout engagement envers des tiers, pour un montant au moins égal à celui pour lequel elle est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales.**

- la contrepartie n'est pas en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;**

la contrepartie n'a commis aucune faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité. Sont notamment considérées comme une faute professionnelle grave :

- a. une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels;
- b. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption ;
- c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
- d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
- e. Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence ;
- f. La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

En matière de conflit d'intérêts :

Veillez cocher la situation applicable

- la contrepartie ou un de ses dirigeants ne se trouve dans aucune situation actuelle ou potentielle de conflit d'intérêts et n'entretient de relation d'affaires ou familiale, réelle ou potentielle, et ne paraît pas raisonnablement comme telle, avec un membre du conseil d'administration d'Enabel ou d'un membre de son personnel, ou toute autre personne qui a été ou pourrait raisonnablement être directement ou indirectement impliquée dans (i) la préparation du dossier d'appel d'offres, d'appel à proposition ou de tout autre contrat, (ii) la procédure de sélection, ou (iii) l'exécution du marché, du subside ou du contrat.

ou

- la contrepartie informe Enabel de tout conflit d'intérêts réels, potentiels ou raisonnablement perçus, susceptible d'affecter, ou pouvant raisonnablement être perçu comme susceptible d'affecter, l'impartialité dans le cadre de la procédure de passation de marché, d'octroi d'un subside ou de tout autre contrat, y compris la procédure de sélection et l'exécution de ceux-ci..

→ *Une description détaillée de tout conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perçu, incluant leur nature et les personnes impliquées, sera annexée à la présente déclaration.*

- la contrepartie ne s'est rendue coupable d'aucune défaillance importante ou persistante constatée lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.**
- la contrepartie atteste qu'aucune mesure restrictive n'a été prise à l'encontre de la contrepartie dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.**
- la contrepartie ne figure pas sur une liste des sanctions financières de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne ou la Belgique .**

Je m'engage/ Nous nous engageons à communiquer sans délai à Enabel tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la Belgique intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Done at:		Date:	
By (Name of entity):		Represented by (Full name)	
Signature of authorised representative:			

9 MODELE DU DUME

1. MODELE DU DUME